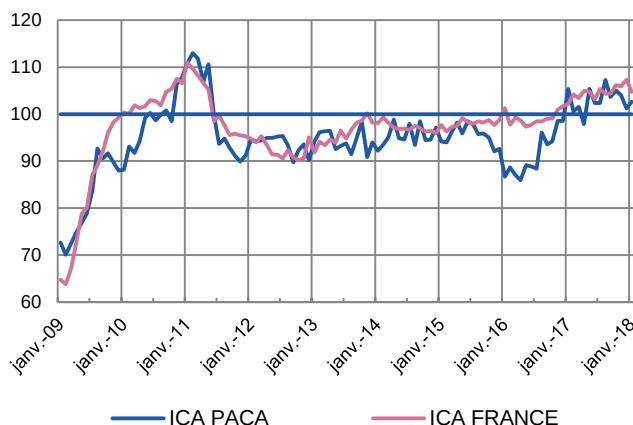


Contexte conjoncturel

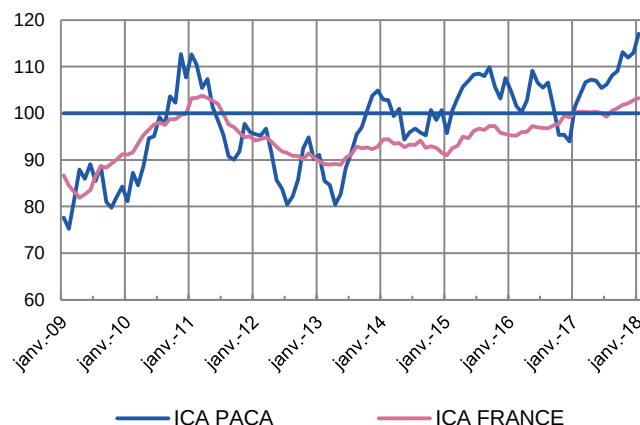
Indicateur du Climat des Affaires

Un indicateur du climat des affaires permet une lecture rapide et simplifiée de la situation conjoncturelle. Il résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation. 100 = moyenne de longue période

Industrie



Services marchands



Contexte national

Après une année 2016 caractérisée par une reprise graduelle de l'activité, 2017 a marqué une nette amélioration du **climat des affaires**. L'indicateur du climat des affaires dans l'industrie se situait ainsi à 107 en décembre, soit **son niveau le plus élevé depuis février 2011**. L'amélioration s'observe pour la production de biens (+1,9% en 2017 contre +0,2% en 2016), pour la construction (respectivement +2,4% contre +0,1%) mais aussi pour les services marchands (+2,8% contre +1,4%). Toutefois, l'accélération de la croissance ne doit pas cacher le fait que perdure un décalage défavorable entre la France et ses grands partenaires de la zone €. L'économie française pâtit encore d'une insuffisante compétitivité comme en témoigne la nouvelle dégradation de son déficit des biens (cf. données de la balance des paiements). Elle se caractérise aussi par un endettement élevé de son administration publique et de ses entreprises.

En 2017, le **PIB a progressé d'1,9%**, après 1,1% en 2016. Cette amélioration a été portée par l'accélération de l'investissement des ménages (+5,1% en 2017 contre +2,4% en 2016) et le maintien d'une nette croissance de celui des entreprises (respectivement +4,3% et +3,4%).

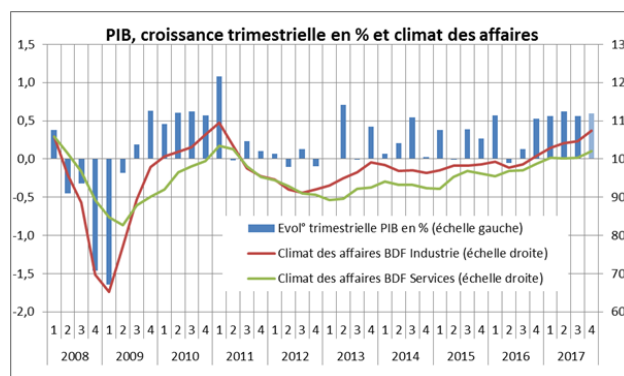
Le **solde des transactions courantes s'est à nouveau dégradé** malgré la nette reprise de la demande mondiale, les importations croissant toujours plus vite (+4,3%) que les exportations (+3,5%). Le déficit des échanges de biens dépasse pour 2017 les 62 milliards € soit une dégradation de près de quatorze milliards € comparativement à 2016.

Le **taux de chômage est en très léger repli** (à 9,6% de la population active).

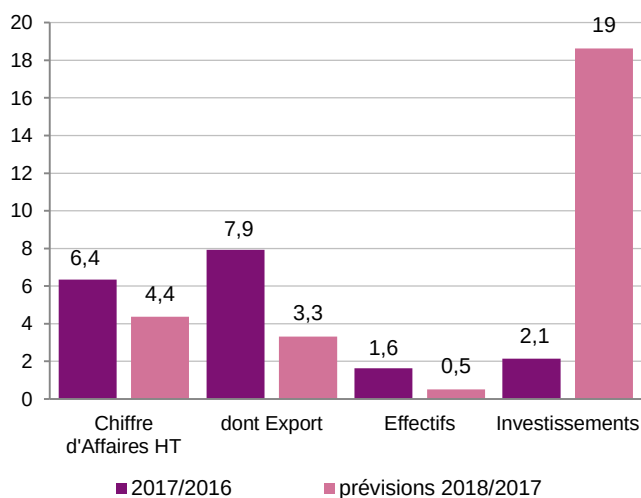
Les **prix à la consommation se sont raffermis** (+1,2% en glissement annuel contre 0,8% en 2016). Dans ce contexte, la BCE a adapté son programme de mesures d'assouplissement quantitatif, qui a permis de faire reculer les risques déflationnistes et de soutenir l'activité économique.

Le **rythme de distribution du crédit est resté le plus élevé de la zone euro** (+5,9% en 2017 contre +3,1% pour la moyenne de la zone euro).

L'**accès des entreprises au crédit bancaire est demeuré dans l'ensemble très aisé**, à des niveaux de taux d'intérêts historiquement très bas.



Industrie (variations en pourcentage)



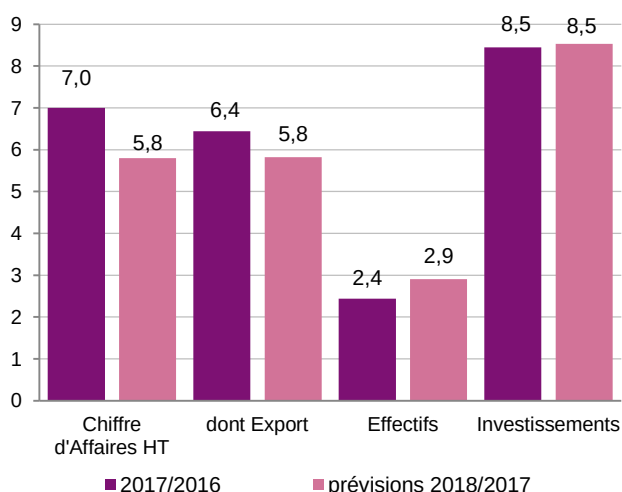
En 2017, dans un environnement économique international et national plus favorable, la demande intérieure et les exportations ont soutenu la croissance qui s'affermait nettement.

Ce mouvement haussier devrait se confirmer en 2018 avec des prévisions d'activité en progression dans la majorité des secteurs.

Dans ce contexte, et après plus de 10 ans d'érosion continue, l'emploi évolue positivement en 2017. Cette amélioration devrait se poursuivre en 2018.

Comme anticipé, les dépenses d'investissements ont progressé en 2017, majoritairement sur des programmes liés à la modernisation de l'outil productif. Une forte accélération des programmes est attendue en 2018, plus spécifiquement sur l'accroissement des capacités de production.

Services (variations en pourcentage)



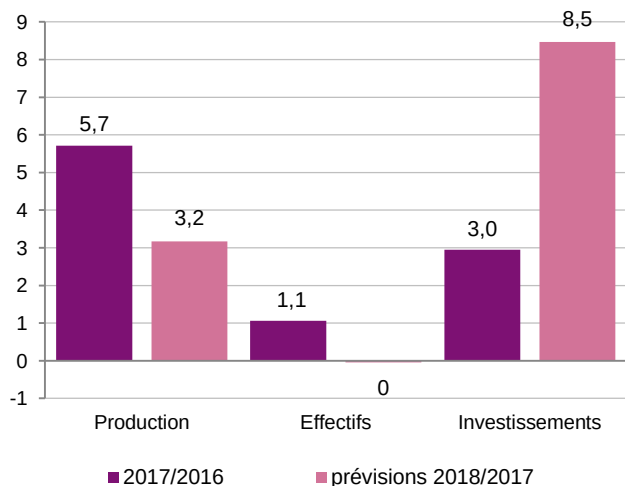
Pour la troisième année consécutive, les transactions progressent en 2017 sur un rythme dynamique. En 2018, l'activité devrait s'accroître dans toutes les filières.

Comme attendu, le dynamisme des entreprises à l'exportation ne s'est pas démenti en 2017. Cette tendance se poursuivrait sur le même rythme en 2018.

En 2017, les effectifs se sont à nouveau renforcés dans toutes les filières. En 2018, la situation l'emploi continuerait de s'améliorer.

En 2017, les dépenses d'investissements sont en hausse, notamment dans les activités de transport. Ce cycle haussier devrait se maintenir en 2018.

Construction (variations en pourcentage)



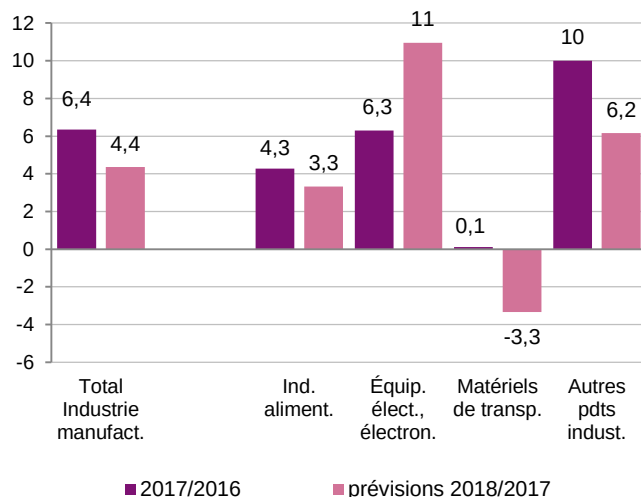
Sous l'effet d'une amélioration de la commande publique et privée, la production a progressé en 2017, notamment dans les travaux publics et, dans une moindre mesure, dans le bâtiment. En 2018, un accroissement de la production est anticipé par les professionnels.

En 2017, les effectifs se sont renforcés. En 2018, l'emploi devrait se stabiliser.

Bénéficiant d'une demande plus favorablement orientée, les dépenses d'investissements sont en hausse en 2017, notamment dans les travaux publics. Une progression plus importante est attendue en 2018.

Le chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires 2017/2016 (en pourcentage)



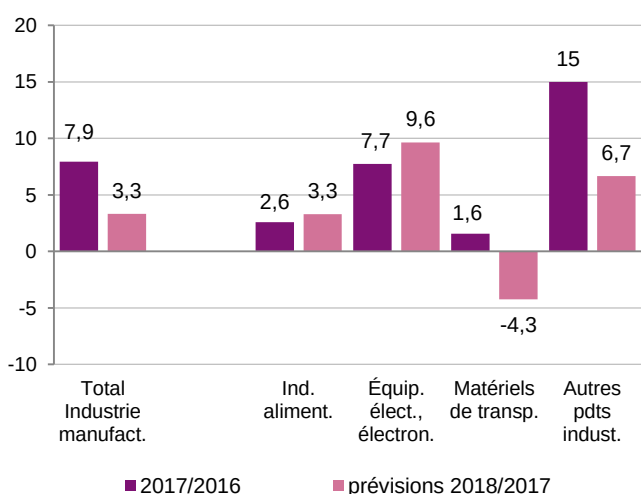
L'activité a sensiblement augmenté dans l'ensemble des secteurs en 2017.

Dans un contexte de demande active, l'industrie régionale a enregistré une progression d'ensemble assez dynamique. De fait, une hausse sensible a été constatée dans l'agroalimentaire ainsi que dans l'industrie des équipements électriques et électroniques. Le secteur des autres produits industriels a été porté par une demande internationale soutenue. Enfin, si le compartiment de la fabrication de matériels de transports est resté stable, sa part dans l'économie régionale demeure importante.

Les prévisions tablent sur une nouvelle hausse globale de l'activité en 2018.

Les exportations

Évolution des exportations 2017/2016 (en pourcentage)



Les exportations se sont inscrites en hausse sensible.

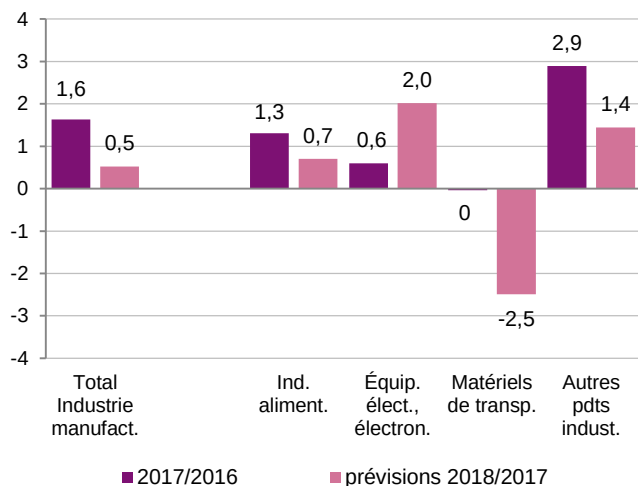
Les exportations ont été dynamiques et ont continué de soutenir l'activité de l'ensemble des secteurs de l'économie régionale.

Si les industries alimentaires et le compartiment des matériels de transports se sont montrés plutôt actifs à l'international, l'industrie des équipements électriques et électroniques a accru ses performances à l'export de manière significative. Le compartiment des autres produits industriels est apparu le plus dynamique, grâce aux bons résultats, entre autres et comme les années précédentes, de la chimie et de la métallurgie.

À la faveur d'une demande toujours bien orientée, les perspectives resteraient majoritairement favorables sur les marchés internationaux en 2018.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2017/2016 (en pourcentage)



La situation de l'emploi s'est améliorée.

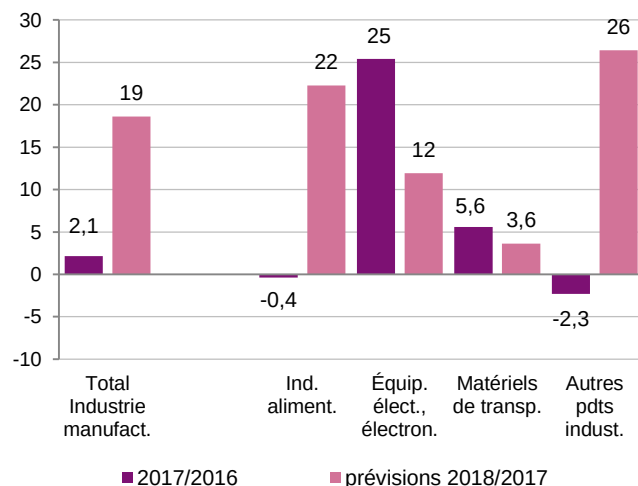
Dans la plupart des secteurs de l'industrie, le renforcement de l'emploi s'est partiellement réalisé par le biais d'un recours à l'intérim. Par ailleurs, dans l'industrie alimentaire et dans les équipements électriques et électroniques, la hausse des effectifs permanents a été impactée par le non-renouvellement systématique des départs. En revanche, les embauches ont été plus importantes dans le compartiment des autres produits industriels, mais la quasi stabilité a prévalu dans les matériels de transports.

Comme précédemment, le recours à la main d'œuvre intérimaire a servi de variable d'ajustement des effectifs, notamment lors des à-coups de production.

Une nouvelle progression des effectifs interviendrait en 2018.

Les investissements

Évolution des investissements 2017/2016 (en pourcentage)



Les dépenses d'investissement ont progressé de manière inégale.

Une érosion des programmes d'investissement s'est dessinée dans les industries agroalimentaires et dans les autres produits industriels. En revanche, les dépenses engagées se sont inscrites en hausse significative dans le secteur des équipements électriques et électroniques. Enfin, le cycle d'investissement a repris dans le compartiment des matériels de transports.

Dans la majorité des cas, les dépenses ont été affectées à la modernisation de l'outil de production existant.

Les investissements immobiliers (principalement dans les matériels de transports et dans les autres produits industriels) ont augmenté. Ils représentent environ 10 % des dépenses totales engagées.

Une hausse importante des investissements, majoritairement liée à l'accroissement des capacités de production, est attendue en 2018.

Bilan 2017/2016 (variations en pourcentage)

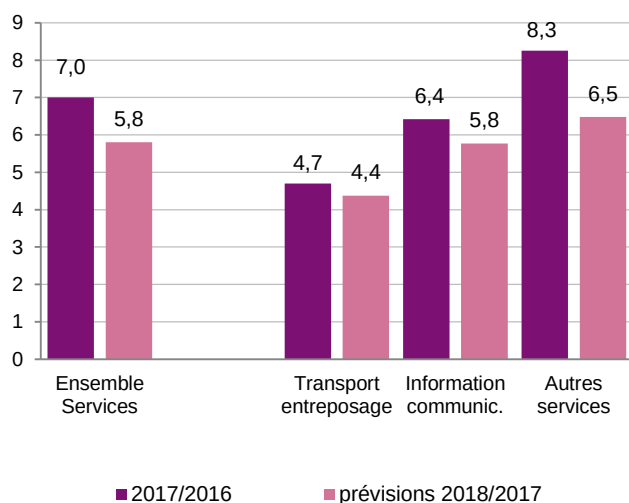
	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2017/2016				
Industrie alimentaire	4,3	2,6	1,3	-0,4
Équipement électriques, électroniques	6,3	7,7	0,6	25
Matériels de transport	0,1	1,6	0	5,6
Autres produits industriels	10	15	2,9	-2,3
Total industrie manufacturière	6,4	7,9	1,6	2,1

Prévisions 2018/2017 (variations en pourcentage)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2018/2017				
Industrie alimentaire	3,3	3,3	0,7	22
Équipement électriques, électroniques	11	9,6	2,0	12
Matériels de transport	-3,3	-4,3	-2,5	3,6
Autres produits industriels	6,2	6,7	1,4	26
Total industrie manufacturière	4,4	3,3	0,5	19

Le chiffre d'affaires

Évolution du chiffre d'affaires 2017/2016 (en pourcentage)



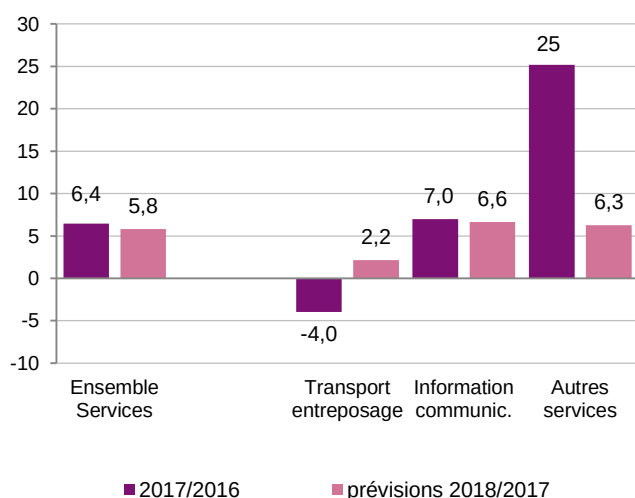
La progression des chiffres d'affaires a été soutenue.

En ligne avec les attentes, les bons résultats se sont confirmés dans la plupart des secteurs (ingénierie technique, travail temporaire, conseil) et ont concouru à un accroissement significatif des transactions des activités spécialisées et de soutien aux entreprises. Le compartiment de l'information-communication affiche quant à lui une nouvelle hausse des transactions. Enfin, la reprise d'activité engagée l'année dernière se confirme dans la branche des transports.

En 2018, L'activité continuerait de se développer de manière globalement dynamique dans l'ensemble des secteurs.

Les exportations

Évolution des exportations 2017/2016 (en pourcentage)



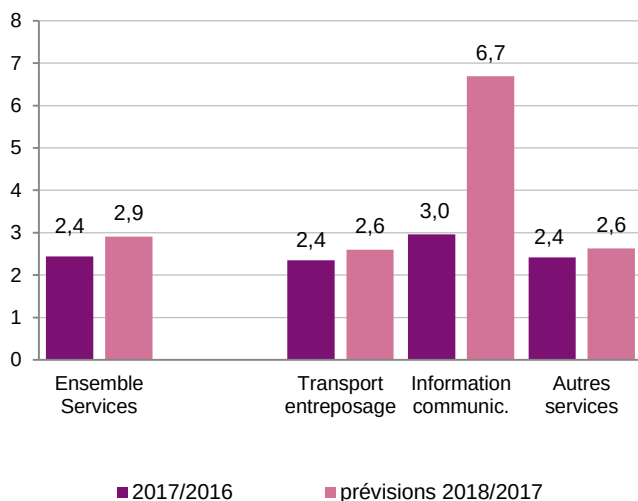
Les échanges extérieurs se sont accélérés.

Les échanges internationaux ont enregistré une hausse significative dans l'information-communication, secteur le plus important des exportations régionales. À l'inverse, les exportations se sont repliées dans le compartiment des transports, marqués, entre autres, par une forte concurrence des pays voisins. Enfin, un rythme de croissance soutenu a été enregistré à l'international dans les activités spécialisées et de soutien aux entreprises. À l'instar de l'année précédente, ce dernier secteur a profité du dynamisme de l'ingénierie technique. Dans l'ensemble, le taux d'export de notre panel avoisine 20 % d'une année sur l'autre.

En 2018, les exportations continueraient de croître sur un rythme comparable.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2017/2016 (en pourcentage)



L'accroissement de l'activité a généré une amélioration de la situation de l'emploi.

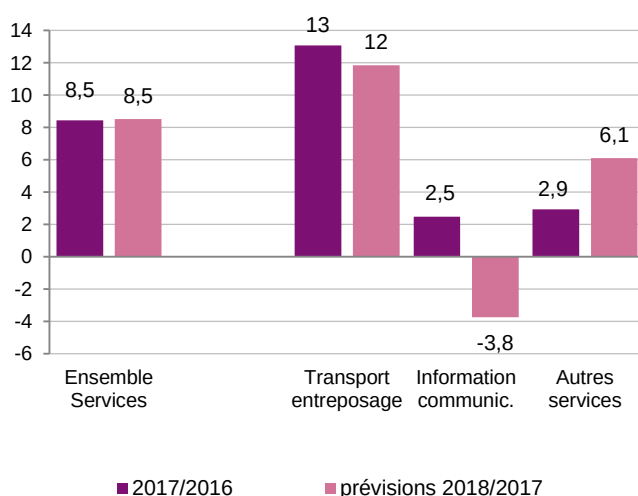
Comme attendu, les effectifs se sont inscrits en hausse dans les services aux entreprises. Dans un contexte de demande générale bien orientée, tant sur le marché national qu'à l'exportation, le taux de progression des effectifs permanents a été marqué dans l'ensemble des branches : information-communication, activités spécialisées et de soutien, transports.

Le recours à l'intérim, qui avait légèrement progressé l'année dernière, s'est en revanche tassé en 2017.

Le renforcement des effectifs se poursuivrait en 2018.

Les investissements

Évolution des investissements 2017/2016 (en pourcentage)



L'investissement enregistre un cycle de reprise.

Les investissements physiques s'inscrivent en hausse plus ou moins marquée dans l'ensemble des filières. De nouveaux programmes ont été réalisés pour la quatrième année consécutive dans les activités spécialisées et de soutien aux entreprises. Dans les transports, un accroissement significatif des investissements est constaté. Il s'agit pour l'essentiel de dépenses de renouvellement et d'extension du parc existant. Enfin, les entreprises d'information-communication font état d'une augmentation des enveloppes allouées.

Les dépenses d'investissement continueraient de progresser dans la majorité des cas en 2018.

Bilan 2017/2016 (*variations en pourcentage*)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2017/2016				
Transport entreposage	4,7	-4,0	2,4	13
Information communication	6,4	7,0	3,0	2,5
Autres services	8,3	25	2,4	2,9
Total services aux entreprises	7,0	6	2,4	8,5

Prévisions 2018/2017 (*variations en pourcentage*)

	Chiffres d'Affaires hors taxes	Exportations	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2018/2017				
Transport entreposage	4,4	2,2	2,6	12
Information communication	5,8	6,6	6,7	-3,8
Autres services	6,5	6,3	2,6	6,1
Total services aux entreprises	5,8	5,8	2,9	8,5

La production

Évolution de la production 2017/2016 (en pourcentage)



L'activité s'est inscrite en hausse dans l'ensemble des compartiments de la filière.

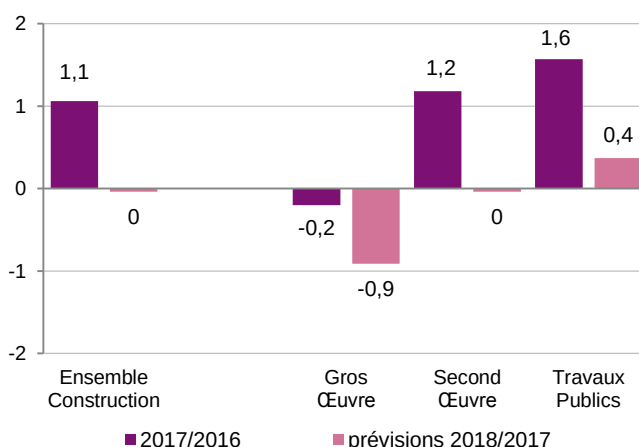
Dans un contexte de poursuite d'une demande publique et privée active, la production globale a augmenté.

Le secteur du gros œuvre a été le plus dynamique et a bénéficié de l'alimentation régulière de nombreux chantiers tout au long de l'année. Le second œuvre est resté actif, grâce au soutien des donneurs d'ordres publics et privés. Enfin, les travaux publics ont bénéficié d'une conjoncture favorable, avec une accélération des rythmes de production dans un contexte de prix toujours tendus.

Une sollicitation accrue des capacités productives est attendue en 2018.

Les effectifs (y compris intérimaires)

Évolution des effectifs 2017/2016 (en pourcentage)



Les effectifs ont enregistré une progression.

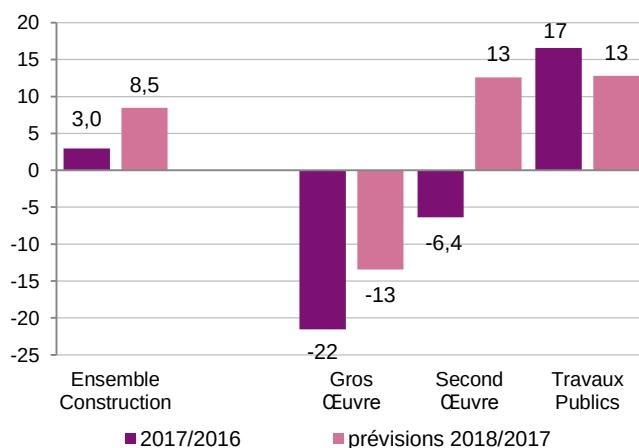
Si les effectifs ont subi un léger tassement dans le gros œuvre (secteur impacté par une baisse des emplois intérimaires), ils ont progressé dans les autres compartiments, à la faveur d'un courant d'affaires bien orienté.

Dans l'ensemble et comme constaté précédemment, les départs naturels n'ont été que partiellement remplacés. Les aléas de l'activité et la difficulté à trouver des profils techniques adaptés aux besoins ont conduit les entreprises à demeurer prudentes dans leurs politiques de recrutement. Dans ce contexte, les effectifs intérimaires ont nettement progressé dans les travaux publics.

La situation de l'emploi se stabiliserait en 2018. Le recours à l'intérim servirait de variable d'ajustement.

Les investissements

Évolution des investissements 2017/2016 (en pourcentage)



En progrès, les dépenses d'investissements ont enregistré une évolution inégale.

En dépit d'une orientation générale assez favorable, le cycle d'investissement a amorcé un repli dans le gros œuvre et, de manière moins prononcée, dans le second œuvre.

À l'inverse, dans un contexte porteur, les enveloppes engagées dans les travaux publics ont enregistré une hausse significative.

Les dépenses globales s'inscriraient de nouveau en hausse en 2018. La progression serait d'ampleur quasi-équivalente dans le secteur du second œuvre et dans la filière des travaux publics.

Bilan 2017/2016 (*variations en pourcentage*)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Évolution 2017/2016			
Gros œuvre	6,2	-0,2	-22
Second œuvre	1,8	1,2	-6,4
Travaux publics	8,1	1,6	17
Total construction	5,7	1,1	3,0

Prévisions 2018/2017 (*variations en pourcentage*)

	Production	Emploi (intérim inclus)	Investissements
Prévisions 2018/2017			
Gros œuvre	1,7	-0,9	-13
Second œuvre	3,7	0	13
Travaux publics	3,7	0,4	13
Total construction	3,2	0	8,5

En début d'année, les succursales de la Banque de France de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur procèdent à une enquête auprès des chefs d'entreprises et d'établissements sur les résultats de l'exercice écoulé et les perspectives de l'année en cours.

Les données collectées dans des délais rapides portent sur les éléments suivants : les effectifs au 31 décembre (y compris le personnel intérimaire), le chiffre d'affaires total hors taxes, la production totale dans la construction, les exportations, les investissements corporels, quel que soit leur mode de financement (y compris par crédit-bail).

Pour l'enquête sur l'exercice 2017, le Secrétariat régional a traité les réponses de 1 014 entreprises, soit 187 514 emplois et 32,7 Milliards d'euros de chiffres d'affaires.

Les résultats sont présentés par référence à la classification de la Nomenclature d'Activités Française élaborée par l'INSEE (NAF rév. 2).

TERMINOLOGIE

Ind. aliment.	: Industries Alimentaires
Matériels de transp.	: Matériels de transport
Équip. élect,électron.	: Équipement électrique et électronique
Autres pdts indust.	: Autres produits industriels
	<i>1. Textile-habillement chaussures</i>
	<i>2. Bois-papier imprimerie</i>
	<i>3. Industrie chimique</i>
	<i>4. Industrie pharmaceutique</i>
	<i>5. Caoutchouc, plastiques, autres produits minéraux non métalliques</i>
	<i>6. Métallurgie et fabrication produits métalliques</i>
	<i>7. Autres industries manufacturières, réparation, installation</i>
Information communic.	: Information et communication
Autres services	: Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien
	<i>1. Activités juridiques et comptables, conseil de gestion, activités des sièges sociaux</i>
	<i>2. Activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyses techniques</i>
	<i>3. Recherche-développement scientifique</i>
	<i>4. Publicité et études de marché</i>
	<i>5. Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités vétérinaires</i>
	<i>6. Activités de location et location-bail</i>
	<i>7. Activités liées à l'emploi</i>
	<i>8. Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes</i>
	<i>9. Enquêtes et sécurité, services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager, autres activités de soutien</i>

« Aucune représentation en reproduction, même partielle, autre que celles prévues à l'article L. 122-5 2° et 3° a du code de la propriété intellectuelle ne peut être faite de la présente publication sans l'autorisation expresse de la Banque de France ou, le cas échéant, sans le respect des modalités prévues à l'article L. 122-10 dudit code ».

Retrouvez LA CONJONCTURE EN RÉGION, TENDANCES RÉGIONALES
sur le site Internet de la Banque de France

www.banque-france.fr - Rubrique "Statistiques"

Si vous souhaitez être averti de la mise en ligne mensuelle de notre publication par l'envoi d'un message électronique, nous vous remercions de nous envoyer un courriel à l'adresse suivante :

0512-EMC-UT@banque-france.fr

en précisant votre nom, la dénomination et l'adresse électronique de votre entreprise.